



#PasPlusDe24, mais dans toutes les classes

Si l'urgence patrimoniale n'avait bouleversé la communication élyséenne, il apparaît que le président de la République avait prévu d'annoncer un moratoire sur les fermetures d'écoles et un plafonnement à 24 élèves dans toutes les classes de grande section, de CP et de CE1.

Une annonce qui peut sembler opportuniste, mais qui répondrait indiscutablement à une préoccupation récurrente du monde enseignant actuellement fortement mobilisé. Car de fait, la baisse des effectifs reste une revendication première dans les écoles, tant elle constitue un levier d'amélioration de la réussite des élèves. Une annonce qui permettrait aussi de réduire le différentiel entre les pays de l'OCDE qui comptent en moyenne 21 élèves par classe contre plus de 23 en France où par ailleurs, 100 000 classes en comptent plus de 24.

Hors éducation prioritaire, les données disponibles permettent d'estimer à 15 000 le nombre de classes de grande section, à 20 000 celles de CP et de CE1 qui dépassent ce chiffre de 24 élèves. C'est donc d'un effort très conséquent qu'il est question en termes de créations de postes, même en l'échelonnant sur les trois rentrées à venir et même en tenant compte de la légère baisse démographique qui s'annonce.

Car il ne s'agirait pas non plus de surcharger les autres classes. Si cette annonce venait à être confirmée, il va donc falloir préciser le « comment ». Car aujourd'hui, c'est plutôt à une baisse du nombre de postes au concours de recrutement des PE qu'on assiste. Et le gouvernement évoque également la suppression de 120 000 emplois de fonctionnaires dans le cadre de sa réforme de la fonction publique, et donc de plusieurs dizaines de milliers chez les enseignants qui constituent les gros bataillons d'agents de l'État.

Quoi qu'il en soit, pour le SNUipp-FSU, c'est dans toutes les classes du primaire, de la petite section de maternelle au CM2 qu'il y a urgence à baisser les effectifs, avec un seuil abaissé à 20 dans l'éducation prioritaire. Une mesure globale indispensable si l'on veut s'attaquer réellement aux inégalités scolaires, une mesure propre à engager enfin une réelle priorité à l'école primaire qui reste aujourd'hui largement sous-investie.

Paris, le 18 avril 2019